

COORDINATION NATIONALE SOLIDARITE KURDISTAN

16, rue d'Enghien – 75010 – Paris – Tél : +33 6 45 41 76 68 - email : cnskurd@gmail.com

Monsieur François Hollande
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg-Saint Honoré
75008 Paris

Paris le 10 janvier 2016

Monsieur le Président,

Ce mercredi 9 janvier 2013 est gravé à tout jamais comme un jour noir dans l'histoire kurde, mais aussi dans la nôtre. Ce jour-là, trois militantes kurdes Sakine, Rojbîn et Leyla étaient froidement assassinées à Paris. C'étaient nos amies, nous partageons avec elles, dans l'action militante, cet amour de la liberté, cette envie de vivre, de vivre heureux dans l'égalité des droits et dans la fraternité des peuples. Nous demandons pour elles "Vérité et Justice". Mais que pèse ce triple assassinat politique face aux intérêts économiques, financiers, stratégiques et diplomatiques de la France et des pays européens ?

C'est brutalement poser la question des valeurs, celles qui sont l'essence même de notre République. C'est notre devoir à nous, membres de la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan, de le rappeler à ceux qui ont la lourde responsabilité de conduire la politique de notre pays. Nous n'ignorons pas combien c'est difficile mais c'est notre devoir de leur rappeler, sans esprit de polémique politicienne, mais avec gravité, que ces valeurs ne sont pas négociables.

Aucunes raisons d'Etat, aussi importantes soient-elles, ne peuvent leur être opposées. Les raisons d'Etat, elles sont éphémères et conjoncturelles alors que la défense de l'honneur de notre pays qui est en jeu est une obligation morale **immuable**. L'Histoire qui s'écrit dans le temps jugera à l'aune de cette obligation morale.

Ce triple assassinat exécuté sur le sol français a été commandité par une puissance étrangère, membre de l'O.T.A.N., amie de la France, Nous le savons, la justice française le sait, les officines, les chancelleries de part le monde le savent. Vous ne pouvez l'ignorer.

Monsieur le Premier Ministre a été, en tant que Ministre de l'intérieur, l'un des premiers à se rendre sur les lieux du crime, aux premières heures du 10 janvier 2013, et a promis que la procédure judiciaire irait à son terme. La justice a fait effectivement son travail qui a abouti à "*suspecter l'implication du MIT (les services secrets turcs) dans l'instigation et la préparation des assassinats*", mais les juges n'ont pu aller au bout de leurs investigations, se heurtant d'une part à la justice turque qui, aux ordres de l'Etat turc, se refusa à toute coopération, et d'autre part à la décision surprenante du gouvernement français qui refusa la levée du secret-défense

sur certains documents. Il revient donc au pouvoir politique de reprendre le dossier et de démasquer les commanditaires : la Turquie doit rendre des comptes.

Dans le contexte d'aujourd'hui, comment ne pas faire le lien entre les différents actes de terrorisme qui ensanglantent notre pays, entre les attentats à Charlie Hebdo et à l'Hyper **Cacher**, la tuerie du 13 novembre à Paris, et les assassinats de Sakine, Rojbîn et Leyla? Nous demandons pour les familles kurdes l'égalité de traitement avec les autres familles des victimes de ces actes terroristes. Nous demandons qu'elles soient, elles aussi, reçues par les plus hautes autorités de l'Etat.

Vous remerciant de votre attention, je vous prie d'agréer Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

M. Joël DUTTO
Coordinateur de la CNSK

Alternative Libertaire - Amis du Peuple Kurde en Alsace - Amitiés Corse Kurdistan - Amitiés Kurdes de Bretagne (AKB) - Amitiés Kurdes de Lyon Rhône Alpes - Association Iséroise des Amis des Kurdes (AIAK) Association Solidarité France Kurdistan - Centre d'Information du Kurdistan (CIK) - Conseil Démocratique Kurde de France (CDKF) – Ensemble - Mouvement de la Jeunesse Communiste de France - Mouvement de la Paix - MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste Français (PCF) – Réseau Sortir du Colonialisme - Union Démocratique Bretonne (UDB)) – Union Syndicale Solidaire - Solidarité et Liberté (Marseille)